

## **Séance du Conseil Municipal du 06 juin 2008**

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, BLOUET Yves, CAVANI Michelle, DEBOST Bernad, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, GUNARD Carole, HAVARD-CORBIERE Chantal, PASTOR Nicole, RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, VALLAURI Jean-Claude, ZIZZO François.

Procuration(s) : M. VRIGNON Bertrand à M. RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc  
M. BLOUET Yves à Mme DUQUESNE Céline  
Mlle DORDE Maéva à Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse

Secrétaire : Mme HAVARD- CORBIERE Chantal

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h 30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 25 avril 2008 :

Madame BARRIOS BRETON Marie Thérèse donne lecture du PV qui sera disponible sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité.

## **Séance du Conseil Municipal du 06 juin 2008**

### **Ouverture de la séance :**

Est retirée :

- une délibération relative à la rénovation des façades de l'immeuble Pachiaudi, place Carnot;
- une délibération relative à la création d'un poste pour les services techniques;

Est rajoutée :

- une délibération relative aux travaux relatifs à l'église Saint Pierre Es Liens et les deux chapelles attenantes ;
- une délibération relative aux travaux de remplacement de cinq baignoires dans les locaux communaux occupés par la Gendarmerie Nationale, chemin du Castel;

Madame HAVARD-CORBIERE Chantal est élue secrétaire de séance.

### **Ordre du jour :**

#### **1<sup>er</sup> point : Subventions aux associations 2008 :**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de la présentation du Budget Primitif 2008, un montant global de 56 000 euros a été voté pour l'attribution de subventions aux associations.

Pour mémoire, une subvention de 400 € a été attribuée à l'association Carrefour des Paillons lors de la dernière séance du conseil municipal du 25 avril 2008.

Après étude des dossiers, il est soumis au vote du conseil municipal la ventilation suivante ; (les votes apparaissent en deuxième colonne) :

Les Amis de L'Escarène	14 Pour, 05 Contre *	11 000 €
A.S.B.T.P.	Unanimité	2 700 €
Association des parents d'élèves APETI	Unanimité moins une abstention M. T. BARRIOS BRETON	1 000 €
Chasseurs	14 Pour, 01 Abstention, 04 Contre **	400 €
L'Escarinette	Unanimité	1 700 €
Lou Pastoureu	Unanimité moins une abstention Carole GUINARD	2 500 €
Badminton Club des Paillons L'Escarène	Unanimité	2 100 €
b.a.ba	Unanimité	1 650 €
Souvenir français	Unanimité	150 €
Ibac de Pivora	Unanimité	100 €
Association bouliste Secteur des vallées	Unanimité	100 €
ASA Prés inférieurs	Unanimité	100 €
Office communal de la jeunesse Contes	(Printemps des poètes) Unanimité	160 €
<b>TOTAL</b>		<b>23 660 €</b>

\* Contre : Mme CAVANI Michelle, Mme GUINARD Carole, M. RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc avec procuration de M. VRIGNON Bertrand, M. SIMON Raphaël.

\*\* Abstention : M. T. BARRIOS BRETON

Contre : Mme PASTOR Nicole, Mme GUINARD Carole, M. RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc avec procuration de M. VRIGNON Bertrand.

**Montant restant :** Divers : 31 940 € ; (ventilé ultérieurement).

Subvention attribuée aux chasseurs : une première proposition d'attribution d'un montant de 800 € a été rejetée ; (votes pour : Monsieur le Maire, MM SALTON et ZIZZO.

De plus, il est demandé aux associations de transmettre impérativement leur demande de subvention avant le 31 janvier de chaque année, le temps pour la commission d'examiner leur dossier.

Les documents présentés doivent être explicites.

Les associations doivent collaborer entre elles.

Monsieur Raphaël SIMON demande que les associations respectent la date fixée pour le dépôt des dossiers. Par ailleurs, il demande que les dossiers soient mieux remplis afin qu'ils puissent être étudiés dans le détail par la commission des finances.

## **2<sup>ème</sup> point ; Office de Tourisme : Désignation des représentants de la commune :**

Le conseil municipal appelé à délibérer sur l'élection des représentants de la commune à l'Office du tourisme de L'Escarène,  
Considérant le nombre de postes ouverts pour les élus municipaux fixé à cinq par les statuts de cette association,  
Considérant les candidatures,

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré,  
Conformément aux lois, et notamment au Code Général des Collectivités Territoriales,

A procédé à l'élection de :

-Madame BARRIOS BRETON Marie Thérèse	18 pour	01 contre (Carole GUINARD)	00 absention
-Monsieur SALTON Gérard	18 pour	01 contre (Carole GUINARD)	00 absention
-Madame HAVARD- CORBIERE Chantal	18 pour	01 contre (Carole GUINARD)	00 absention
-Madame DUQUESNE Céline	18 pour	01 contre (Carole GUINARD)	00 absention
-Monsieur RENAUDO-ANSELMO Jean-Luc	18 pour	01 contre (Carole GUINARD)	00 absention

comme représentants de la commune au sein de cette association.

Madame Carole GUINARD explique son vote négatif: il a pour objet de souligner que la situation juridique de l'Office du Tourisme n'est pas encore clarifiée.  
Elle déplore une certaine opacité concernant la remise en conformité juridique et la situation financière de l'office.

Madame BARRIOS-BRETON lui rétorque que la situation de l'office est parfaitement claire.

### **3<sup>ème</sup> point ; DGE 2008 : Equipement informatique des services municipaux :**

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

#### **Equipement informatique des services municipaux:**

L'équipement informatique a besoin d'être complété et réactualisé.

Dans certain cas, il est inadapté.

Les besoins sont évalués à un montant HT de 6 800 €, soit 8 132.80 € TTC.

#### **Plan de financement :**

##### **.1 Subventions :**

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H. T. par l'Etat, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60 %,

##### **.2 Participation de la commune :**

- Commune 40 % du montant H. T.
- TVA à 19.6% sur le montant H. T.

##### **.3 Programme Equipement informatique mairie:**

- |   |              |
|---|--------------|
| - Subvention attendue : 60 % du montant H. T. | : 4 080 €    |
| - Part de la commune : 40 % du montant H. T.  | : 2 720 €    |
|   |              |
| - Montant H. T.                               | : 6 800.00 € |
| - TVA 19.6%                                   | : 1 332.80 € |
| - Montant total TTC                           | : 8 132.80 € |
| - Montant total TTC de la part communale      | : 4 052.80 € |

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

### **4<sup>ème</sup> point ; DGE 2008 : Cimetière : Pose d'un portail :**

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

### Cimetière : Pose d'un portail :

Le cimetière inférieur ne possède pas de portail.

Il est nécessaire de le clore par un portail d'une largeur suffisante pour qu'un véhicule automobile puisse rentrer.

Montant HT de l'opération : 8 300 €

### Plan de financement :

#### 1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant H.T. par l'Etat et le Conseil Général, dans les conditions suivantes :

- Etat : 60%, avec un montant de la dépense subventionnable plafonnée à 160 000 € HT ;
- Conseil Général : 45 % de la part restante, sans toutefois pouvoir dépasser 80 %, dans la mesure où la maîtrise d'ouvrage est confiée à la commune.

#### 2 Participation de la commune :

- Commune : 22 % du montant H.T.
- TVA à 19.6 % sur le montant H.T.

#### 3 Programme : Pose d'un portail au cimetière:

- Subventions attendues : Etat : 4 980 €  
Conseil Général : 1 494 €

Total subventions : 6 474 € soit 78 %

- Part de la commune HT : : 1 826 €

- Montant total H. T. : 8 300.00 €
- TVA 19.6% : 1 626.80 €
- Montant total TTC : 9 926.80 €
- Montant TTC de la part communale : 3 452.80 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

### **5<sup>ème</sup> point ; DGE 2008 : Rénovation Lavoir du Safranier :**

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

#### Rénovation lavoir du Safranier :

Le lavoir du Safranier, et notamment sa couverture, est à rénover entièrement.



Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant H. T.	5 400 €
- Part de la commune : 55 % du montant H. T.	6 600 €
- Montant H. T.	12 000 €
- TVA 5.5%	660 €
- Montant total TTC	12 660 €
- Montant total TTC de la part communale :	7 260 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents.

#### **7<sup>ème</sup> point ; Travaux local communal Place Carnot :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation du local communal, sis place Carnot.

Le coût de cette opération s'élève à 12 500 € HT, soit 13 187.50 € TTC et il est possible de solliciter du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour approuver ces travaux et solliciter la subvention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant H. T.	5 625 €
- Part de la commune : 55 % du montant H. T.	6 875 €
- Montant H. T.	12 500.00 €
- TVA 5.5%	687.50 €
- Montant total TTC	13 187.50 €
- Montant total TTC de la part communale :	7 562.50 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents.

#### **8<sup>ème</sup> point ; DGE 2008 : Rénovation toiture Chapelle Saint Roch :**

Le conseil municipal est appelé à délibérer, en application de la directive préfectorale du 10 mars 2008, sur la demande de concours financier de l'Etat et du Conseil Général au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

Monsieur le Maire propose de retenir le dossier suivant et d'approuver son plan de financement.

Rénovation de la toiture de la chapelle Saint Roch :

Il est nécessaire de la mettre hors d'eau rapidement avant que des dégradations plus importantes à l'intérieur ne surviennent.

Le four de la cantine a besoin d'être changé.



Le nombre d'enfants mangeant à la cantine ayant beaucoup augmenté, il est nécessaire d'acheter un four beaucoup plus grand et plus performant, afin d'assurer un meilleur service aux administrés.

Le besoin est évalué à un montant HT de 9 000 €, soit 10 764 € TTC.

Plan de financement :

1 Subventions :

Les dépenses envisagées sont subventionnées sur le montant HT. par l'Etat dans les conditions suivantes :

- Etat : 60%

2 Participation de la commune :

- Commune : 40 % du montant H.T.
- TVA à 19.6 % sur le montant H.T.

3 Programme Acquisition d'un four pour la cantine:

- Subvention attendue : 60 % du montant H. T. : 5 400 €
- Part de la commune : 40 % du montant H. T. : 3 600 €
  
- Montant H. T. : 9 000.00 €
- TVA 19.6% : 1 764.00 €
- Montant total TTC : 10 764.00 €
- Montant total TTC de la part communale : 5 364.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette demande de concours financier de l'Etat au titre de la Dotation Globale d'Equipement 2008.

**10<sup>ème</sup> point ; Amendes de police : Dossier 2008 :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le conseil général des alpes maritimes est susceptible d'aider les petites communes à financer des travaux d'équipements visant à améliorer la sécurité en agglomération en leur reversant une partie du produit des amendes de police.

Il présente au conseil une étude prévisionnelle dont l'objet vise, en plusieurs lieux de la commune, à améliorer la circulation, la sécurité routière et des usagers en agglomération.

Le montant total de ces travaux, (détail en annexe), est estimé à 30 000 € HT, soit 35 880 € TTC, montant qui sera inscrit au budget 2008 de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte le projet tel que présenté ci-dessus,

Programme de travaux « Amendes de police dossier 2008 » :

Section investissement dépenses : Article 2313 - 802 : + 21 000 € soit au total : 36 000 €  
Section investissement recettes : Article 1323 – 802 : 09 000 € (Subvention Département)  
Section investissement recettes : Article 1641 – 802 : 12 000 € (Emprunt)

Autorise monsieur le Maire à lancer une consultation, solliciter les aides financières pour financer ces travaux, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

### **11<sup>ème</sup> point ; Berges du Paillon : Modification du projet du SIP :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le dossier des berges du Paillon doit être réactualisé.

Après examen du dossier du SIP, Syndicat Intercommunal des Paillons, il s'avère nécessaire de modifier le projet initial pour pouvoir réaliser un véritable parking le long de la rivière ainsi qu'une passerelle sur le paillon pour avoir un accès sur la place Camous, vers l'école et les commerces.

Le théâtre de verdure passe de la rive droite à la rive gauche.

Le prix global estimé est réévalué à 450 000 €, la subvention attendue est de 80 %.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur Le Maire à signer tous documents, demander toutes subventions et réaliser tous travaux, études et formalités pour réaliser cette modification.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

### **12<sup>ème</sup> point ; Acquisition de terrains appartenant au Conseil Général des Alpes maritimes :**

#### **1) Parcelle non cadastrée située dans le col de Nice :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité d'acquérir à l'euro symbolique un terrain non cadastré situé dans le col de Nice, et appartenant au Conseil Général.

Ce terrain, en deux parties, a une superficie d'environ 1050 m².

Il pourrait être intégré à un projet d'aménagement de l'entrée de notre commune en provenance de Nice.

#### **2) Parcelle cadastrée A 1173 Plateau de la gare :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité d'acquérir à l'euro symbolique un terrain situé au niveau de la gare SNCF, face au collège, et appartenant au Conseil Général.

Ce terrain, cadastré section A 1173 a une superficie de 9212 m².

Celui-ci pourrait être aménagé, (projets communautaires), en zone multi – modale, et zone d'activité de services publics, (Salle polyvalente, piscine, maison des solidarités), la commune s'engageant à restituer la surface nécessaire à la Communauté de Communes pour ces projets.

**3) Acquisition d'un bâtiment et son terrain attenant appartenant au Conseil Général des Alpes maritimes : Parcelle cadastrée A 833 Montée de la gare pour le bâti :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité d'acquérir à l'euro symbolique un bâtiment, ancien dépôt de sel, et son terrain attenant situé montée de la gare SNCF et appartenant au Conseil Général.

Le terrain et le bâti cadastré section A 833 ont une superficie d'environ 1000 m².

Le bâtiment pourrait servir de remise ou de local pour la commune ou une association.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à effectuer ces acquisitions, les frais afférents à celle-ci étant à la charge de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents à ces acquisitions.

**13<sup>ème</sup> point ; Acquisition partielle de terrains appartenant à monsieur Jean Luc RENAUD Parcelles cadastrées situées dans le col de Nice section C n° 1080 et 1411 :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité d'acquérir partiellement pour un montant de 60 000 € deux terrains situés dans le col de Nice et appartenant à monsieur Jean Luc RENAUD.

Ces terrains contigus ont une superficie totale d'environ 3 000 m².

Ils pourraient être intégrés à un projet d'aménagement de l'entrée de notre commune en provenance de Nice.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à effectuer cette acquisition, les frais afférents à celle-ci étant à la charge de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

**14<sup>ème</sup> point ; Echange de terrains entre monsieur Jean Marc RASCHIOTTO et la commune Parcelle concernée cadastrée section C n° 167 située dans le col de Nice :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'opportunité de réaliser l'opération suivante qui pourrait être intégrée à un projet d'aménagement de l'entrée de notre commune en provenance de Nice.

M. RASCHIOTTO est d'accord pour réaliser un échange de terrain sous certaines conditions :

- restitution des parties cultivées utiles et du bassin en partie contigu à la parcelle C 522
- remise en place de la terre végétale
- préservation des droits d'eau du vallon (bassin de décantation + canalisation jusqu'au nouveau bassin)
- Droits de passage pour desservir correctement la parcelle C 533 et la propriété contiguë
- Mise en place d'une clôture entre les deux fonds créés
- Restitution des 25 pommiers existants sur le terrain cultivé soit en transplantation soit équivalent

La définition des parties cultivées étant précisée avec un état des lieux par plan de géomètre avant les travaux.

En contre partie :

- Cession gratuite des terrains ainsi récupérés sur le vallon et parties "non utiles".

Tous travaux, études et formalités restant à la charge de la commune.

Il est en effet essentiel de réaliser à cet endroit un parking et de phaser ce projet avec un aménagement public éventuel sur la parcelle voisine C 1080 de monsieur Jean Luc RENAUD.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à effectuer cette opération, les frais afférents à celle-ci étant à la charge de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **15<sup>ème</sup> point ; Régularisation état descriptif cave rue du Borghet ; Section A n° 636 :**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la parcelle cadastrée section A n° 636 figure au compte cadastral de la commune de L'ESCARENE par suite d'une mutation opérée dans le cadre de la succession ARNULF réglée suivant acte notariée reçu le 22 décembre 1966 par Maître ARMENGAU.

Le legs reçu par la Commune à cet endroit ne concerne qu'une cave et non la totalité de l'immeuble, c'est donc à tort que la totalité de la parcelle a été attribuée à la Commune.

Cette situation bloque le notaire, Maître MAUREL Bernard, chargé d'opérations familiales de la famille FARAUT-BROUILLARD.

Cette famille est en effet propriétaire de certains niveaux supérieurs sur les parcelles A 635 et 636 de la propriété située au 6 rue du Borghet.

Il est donc nécessaire de faire une rectification au niveau de l'état descriptif de division existant sur la parcelle A 635 pour l'étendre à la parcelle A 636 et attribuer un numéro de lot à la Commune, propriétaire d'une cave.

Maître MAUREL se chargera de cette formalité à la charge de la famille FARAUT BROUILLARD.

Une délibération est nécessaire pour autoriser monsieur le Maire à signer les documents afférents.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

#### **16<sup>ème</sup> point : Bail 2002 Gendarmerie Avenant n° 2 :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le bail établi le 04 novembre 2002 pour une durée de neuf ans entre la commune et la Gendarmerie Nationale relatif à l'occupation de la caserne, propriété communale.

Cette location a été consentie moyennant un loyer annuel de 45 403 € révisable à l'expiration de chaque période triennale après avis donné par le Service des Domaines sur la valeur locative de l'immeuble.

L'avenant n° 1 a porté le montant à payer par la Gendarmerie Nationale à 50 439 € à compter du 01<sup>er</sup> février 2005.

L'avenant n° 2 qu'il convient d'approuver, porte le montant à payer par la Gendarmerie Nationale à 57 219.72 € à compter du 01<sup>er</sup> février 2008.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Accepte les propositions établies par le Service des Domaines ; (nouveau montant du loyer annuel : 57 219.72 €).

Autorise Monsieur le Maire à signer cet avenant au bail ainsi que tout documents afférents.

#### **17<sup>ème</sup> point : Travaux locaux communaux Gendarmerie Nationale :**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité de remplacer cinq baignoires dans les locaux communaux de la Gendarmerie Nationale au quartier du Castel.

Le coût de cette opération s'élève à 5 000 € HT, soit 5 275 € TTC et il est possible de solliciter du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour approuver ces travaux et solliciter la subvention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant H. T.	2 250 €
- Part de la commune : 55 % du montant H. T.	2 750 €
- Montant H. T.	5 000.00 €
- TVA 5.5%	275.00 €
- Montant total TTC	5 275.00 €
- Montant total TTC de la part communale :	3 025.00 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents.

#### **18<sup>ème</sup> point ; Participation des communes aux frais de fonctionnement de l'école :**

Le Maire,

Vu la Loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat notamment son article 1 qui dispose que les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence ;

Vu la Loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée par l'article 37 de la Loi 86-29 du 9 janvier 1986 et l'article 11 de la Loi 86-972 du 19 août 1986 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions ;

Vu la Circulaire 89-723 du 25 août 1989 fixant le régime de répartition intercommunale des charges des écoles publiques ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est fréquentée par des élèves résidant dans d'autres communes disposant d'une école et pour lesquels une dérogation signée par les deux maires concernés, équivaut engagement de paiement ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est également fréquentée par des élèves résidant sur la commune du TOUET de L'ESCARENE qui ne dispose pas d'école ;

Aux termes de la loi précitée, les élèves du primaire provenant d'une commune de résidence ne possédant pas d'école doivent être accueillis dans les écoles d'autres communes possédant une capacité d'accueil suffisante et la commune de résidence doit participer aux frais de fonctionnement.

Les élèves de maternelles peuvent être accueillis dans les mêmes conditions.

Conformément à la réglementation, et après constatation des dépenses réelles ;

Les frais de participation pour l'année scolaire 2006-2007 s'élèvent à 734.05 € par enfant.

L'actualisation annuelle se fera en fonction des frais d'entretien réellement engagés et facturée sur l'année 2007-2008.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe à 734.05 € par enfant le montant des frais de fonctionnement dus par les communes de résidence pour l'année scolaire 2006-2007.

Conformément à la réglementation et comme à l'accoutumée, cette décision sera transmise à chaque commune et un titre de recette sera émis à leur encontre.

#### **19<sup>ème</sup> point : Tarifs cantine scolaire :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que dans le cadre de la revalorisation des tarifs communaux, il est nécessaire de réactualiser les tarifs de la cantine municipale.

Il propose que le tarif de la cantine soit porté de 3.40 € à 3.48 € par enfant et par repas pour les enfants de la commune et de 6.54 € à 6.82 € par enfant et par repas pour les enfants hors commune et pour toute autre personne ; (calcul spécifique).

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de Monsieur le Maire,  
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe pour les enfants de la commune à 3.48 € par enfant et par repas le tarif de la cantine municipale,

Fixe à 6.82 € par enfant et par repas le tarif de la cantine pour les enfants domiciliés hors commune et pour toute autre personne.

Ces tarifs seront applicables à compter du 01/09/2008.

#### **20<sup>ème</sup> point : Indemnités du Maire des Adjoints et des conseillers municipaux délégués : Tableau :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que différentes dispositions déterminent les modalités d'indemnités de fondion du Maire, des Adjoints et des conseillers municipaux délégués.

Il rappelle les délibérations des 29 mars et 25 avril 2008 relatives aux indemnités du Maire et des Adjoints d'une part et aux indemnités des conseillers municipaux délégués d'autre part,

Il convient de compléter ces délibérations par le vote d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble de ces indemnités.

Le conseil municipal oui monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Adopte ce tableau dans les formes exposées plus haut selon l'annexe ci-jointe.

1<sup>ER</sup> ADJOINT : MADAME Marie-Thérèse BARRIOS-BRETON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

2<sup>ème</sup> ADJOINT : MONSIEUR Gérard SALTON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

3<sup>ème</sup> ADJOINT : MONSIEUR Bertrand VRIGNON

INDEMNITE : 14.025 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME HAVARD-CORBIERE Chantal

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MADAME SOUMATI Marie-Christine

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MONSIEUR VALLAURI Jean-Claude

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Conseiller municipal délégué : MONSIEUR ZIZZO François

INDEMNITE : 6 % de l'indice 1015

Madame Carole GUINARD fait remarquer qu'il serait plus clair pour tous de communiquer ces informations sous forme de montants, plutôt que d'indices et de taux, peu parlants.

Monsieur Jean Claude VALLAURI indique que le montant de son indemnité est d'environ 200 € net par mois.

### **21<sup>ème</sup> point : GrDF Redevance Domaine Public :**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que le montant de la redevance pour occupation du domaine public de la commune par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz a été actualisé par le décret du 25 avril 2007.

Il donne lecture du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 portant modification du régime des redevances pour occupation du domaine public des communes et des départements par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz et modifiant le code général des collectivités territoriales.

Il propose au conseil :

1. de fixer le taux de la redevance pour occupation du domaine public au seuil de 0,035€/mètre de canalisation (soit la valeur correspondant au plafond de 0,035€/mètre de canalisation prévu au décret visé ci-dessus),

2. que ce montant soit revalorisé chaque année:

- sur la base de la longueur actualisée du réseau implantée sur le domaine public communal,
- par application de l'index ingénierie mesuré au cours des douze mois précédant la publication de l'index connu au 1er janvier ou tout autre index qui viendrait lui être substitué.

Ce montant pour 2008 s'élève à 291,56 Euros.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,



Adopte les propositions qui lui sont faites concernant la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de distribution de gaz ;(taux plafond revalorisé chaque année).

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et signer tous documents afférents.

## **22<sup>ème</sup> point : Urbanisme commercial : Motion :**

### **URBANISME COMMERCIAL: GRANDE DISTRIBUTION ET DEFENSE DU COMMERCE DE PROXIMITE**

Dans le cadre de la loi sur la modernisation de l'économie présentée le 28 avril en conseil des ministres, le gouvernement souhaite libéraliser le secteur de la grande distribution, particulièrement en donnant une plus grande liberté d'implantation aux hypermarchés.

La qualité de vie urbaine suppose le maintien en centre ville de commerces qui ne soient pas tous consacrés à la banque ou à l'immobilier. Le renforcement du pouvoir de la grande distribution se ferait au détriment de la qualité de l'offre et de la diversité commerciales en centre ville mais aussi au détriment du secteur industriel et des producteurs agricoles.

Le risque est réel de vivre une rupture d'équilibre social et économique. Les petites et moyennes entreprises, les agriculteurs, les petits commerçants, mais aussi les consommateurs, expriment déjà leurs inquiétudes.

En donnant les pleins pouvoirs à la grande distribution, la loi favoriserait un secteur d'activité qui n'aime pas la concurrence et qui a toujours su contourner les dispositifs concurrentiels.

Les ententes avec les fabricants et les grandes marques ne pourront être empêchées, parmi les 700 PME mises sous la pression de la grande distribution, beaucoup pourront être contraintes à délocaliser leurs activités.

Aucune amélioration des conditions de travail des salariés ne peut être attendue de ces nouvelles mesures.

Les abords des villes continueront de se ressembler toutes et les ceintures d'hypermarchés continueront d'assécher les centres-villes de leurs commerces alimentaires mais aussi de ceux consacrés à l'équipement de la personne et de la maison.

La priorité devrait être donnée à des mesures visant à freiner la prolifération de la grande distribution pour rendre la priorité au petit commerce.

Les échecs relatifs des lois Royer et Raffarin ne doivent pas conduire à laisser notre pays se couvrir d'hypermarchés. Il semble indispensable, et cela est possible sans contrevenir à l'esprit et à la lettre de la directive européenne, de maintenir un dispositif réglementant les autorisations, dissocié du niveau communal. Chacun a conscience que le plus souvent, le territoire concerné par l'installation d'une grande surface dépasse de beaucoup celui de la commune d'implantation.

L'ensemble de ces remarques doit conduire à faire preuve de la plus grande prudence dans l'examen des dispositions concernant l'urbanisme commercial contenues dans la loi de modernisation de l'économie.

Il faut associer les problèmes liés au développement durable avec les questions de déplacement et de transports. La philosophie du Grenelle de l'Environnement s'en trouverait immanquablement remise en cause.

Monsieur le Maire propose que le conseil municipal vote une motion demandant à la représentation nationale et aux ministres concernés par le texte dénommé "loi de modernisation de l'économie":

- de maintenir le seuil de 300m<sup>2</sup> pour soumettre aux commissions départementales tout projet de création ou d'extension de surfaces commerciales.
- de maintenir le régime de l'autorisation préalable délivrée par la commission départementale avant toute autorisation de construire
- de donner un caractère juridique opposable au schéma départemental d'équipement commercial.
- de soumettre l'évolution des schémas départementaux aux décisions des commissions départementales et nationales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

### **23<sup>ème</sup> point : Travaux Eglise et chapelles attenantes :**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de réhabilitation de l'église Saint Pierre Es Liens et des chapelles attenantes.

Par délibération du 04 juillet 2006, le coût global de cette opération a été estimé à un montant prévisionnel de 1 610 500 € HT.

La DRAC, Direction Régionale des Affaires Culturelles et le Conseil Général des Alpes Maritimes financent cette dépense à un taux d'environ 70%.

Ces intervenants financiers souhaitent connaître la position de la commune pour conserver les crédits de ce programme.

Monsieur le Maire propose de relancer ce dossier, maintenant finalisé, l'architecte en chef des monuments historiques étant prêt à remettre à la commune le projet final et lancer l'appel d'offres, le coût global de l'opération restant fixé à 1 610 500 € HT.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de poursuivre cette opération, le coût global de celle-ci restant fixé à 1 610 500 € HT,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

### **Questions diverses**

Où s'évacue le trop plein des fontaines communales ?

Ce trop plein s'évacue dans le Paillon et non dans le réseau des eaux usées.

Maison Pachiaudi : à qui seront attribués les logements sociaux de cette habitation ?  
Ces logements seront attribués en priorité à des familles escarènoises.

### **Questions du public**

Réfection des fenêtres dans le village.

**Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.**